

# RÉSISTANCE SOCIALE

## La République sera sociale ou ne sera pas. Jean Jaurès

### SOMMAIRE

**p.1 et 2 : L'édito / p. 2 : International : élections au Venezuela / p.3 à 5 : Place au débat : Urgence environnementale et démocratique sur l'énergie / p.6 : Actualité sociale : Présidentielle et manipulations / p.7 et 8 : Coup de gueule : Le point sur la fiche de paie**



Sous prétexte de nous parler de la « 5<sup>ème</sup> vague » de la pandémie de Covid, Macron nous a, à nouveau, infligé une longue prestation sous la forme de leçon donnée aux

enfants pas sages que nous sommes. L'essentiel, bien sûr, n'était pas dans les mesures sanitaires mais bien dans les annonces socio-économiques qui seront mises en œuvre dans un avenir proche mais également à moyen terme ; horizon élection présidentielle.

A propos d'élection, il ne vous a pas échappé, n'est-ce-pas, que Macron n'est toujours pas candidat, que c'est donc le président qui s'exprime. Il en profite, certes, pour faire sa campagne, mais sans émarger au temps de parole ni au compte financier... puisqu'il n'est pas candidat. Malin. Pas très fair-play mais malin.

Qu'a donc dit le candidat de la droite ultra-libérale, pardon, le président ? Oh, rien de neuf : il a seulement de la suite dans les idées !

D'abord il faut que le Français se remettent au travail. Vous vous étiez aperçu, vous, qu'ils glandaient -et qu'ils aimaient ça ? Heureusement qu'on a un candidat -euh un président- qui veille ! Bon, les organismes internationaux disent le contraire mais tant pis (et *Alternatives économiques* rappelaient dans un dossier fouillé que seules 5% des offres d'emploi n'étaient pas pourvues faute de candidats tandis que les études européennes rappellent régulièrement que les travailleurs français sont parmi les plus productifs), quand le président parle... il parle et, hélas, même certains salariés le croient.

Et Macron d'envisager de couper les allocations chômage à tous ces paresseux. Qu'est-ce qu'ils attendent pour traverser la rue et devenir

riches ? X. Bertrand et la droite classique lui emboitent le pas : « Je veux que le net de la fiche de paie se rapproche le plus possible du brut » ; on traduit : « je veux supprimer la sécurité sociale, assurance-maladie, assurance-chômage et retraite ».

Oui, aussi la retraite qui reste une des « réformes » -comprendre « casses »- prioritaires du président-pas-encore-candidat.

Et puis il est satisfait de lui et de son bilan. Par exemple, et comme on a pu le constater, tout va bien dans les hôpitaux. Non ? Ah bon ? Manque de personnels médicaux et soignants, manque de lits. Comment s'en étonner après les suppressions de postes hospitaliers du quinquennat succédant à celles des mandats précédents... S'il y a une vraie 5<sup>ème</sup> vague on a de quoi être inquiet avec des personnels épuisés et qui ont eu pour toute compensation des applaudissements et, aumône indigne, 100€ ! Je n'évoque pas les EHPAD ; certes nos anciens ont prioritairement droit à la 3<sup>ème</sup> dose, mais pour des soins dignes, ils repasseront dans des établissements où il manque près de 100000 emplois !

Macron, lui, est satisfait. Foin de cette crise, pas seulement sanitaire mais également économique et sociale, qui s'abat sur notre pays ! Foin du chômage qui augmente, des emplois qui se précarisent, du prix de l'énergie qui explose : +50% pour le fioul qui est encore le combustible des campagnes et bientôt l'essence à 2€ nécessaire pour beaucoup aller au boulot. Tout-va-mieux qu'il dit le pas-encore-candidat.

Pas encore candidat mais superbe président sortant des riches !

Car les riches seront encore plus riches à la sorte de cette crise. Selon l'INSEE, déjà en 2018, les

réformes de la fiscalité du capital avaient rapporté 1.400 euros en moyenne aux 5% des ménages les plus aisés. La récente étude de l'Institut des politiques publiques (IPP) montre qu'aujourd'hui les dernières mesures Macron ont d'abord profité aux Français très aisés : plus d'un tiers de ces 21 milliards d'euros de ristournes finissent dans les poches des 10 % les plus aisés et les 1 % de super riches s'en adjugent plus de la moitié, 4,2 milliards, tandis que les 10% plus pauvres auront droit à... 4€. Les revenus de ces 1 % plus riches ont augmenté de 2,8% et même de 4% pour les 65 000 ultra-riches. Tous peuvent remercier leur président des réformes fiscales du quinquennat : celle de l'impôt sur la fortune (ISF), qui l'a réduit aux seuls biens immobiliers en excluant les placements financiers, et la création du prélèvement forfaitaire unique (PFU), qui a

diminué les prélèvements sur les revenus du capital (loyers, dividendes...).

A part ça, on « cherche » de l'argent pour financer les prestations sociales ou les services publics, facteurs essentiels d'égalité citoyenne et territoriale.

Depuis plus de 30 ans, les gouvernements français ont tourné le dos à ce qui faisait notre pays : son souci d'égalité. Ceux se réclamant de gauche ont été lâches et ceux de droite ont oublié le sens de l'Etat. Mais aucun n'avait atteint ce niveau d'indignité qui caractérise l'ultra-libéralisme de Macron et des financiers au service desquels il sévit. Une seule question se pose : combien de temps les Français vont-ils supporter cela avant de sonner la révolte ?

**Marinette BACHE**

## INTERNATIONAL

### Municipales et régionales au Venezuela

*par Thierry Deronne*



Elections municipales et régionales au Venezuela : 90 % des voix dépouillées. Hausse de la participation : près de 42 % (soit un bond de 11 % par rapport au scrutin législatif de décembre 2020 ; cette augmentation est due à plusieurs facteurs : le retour dans le champ démocratique de partis de droite/extrême droite qui jusque-là appelaient au boycott, la sortie de la pandémie, enfin l'usure et la fatigue sociales causées par le blocus et la guerre économique des USA et de l'UE commencent à faire place à un optimisme modéré de la population, palpable dans les rues et l'activité commerciale, grâce à la reprise économique attestée par des agences d'étude économique occidentale).

Victoire historique du chavisme qui remporte 20 des 23 états en lice et qui gagne la mairie de Caracas avec Carmen Melendez. La droite gagne Nueva Esparta et deux nouveaux états : Cojedes et le Zulia, état pétrolier stratégique.

Le PSUV (principal parti du chavisme) a gagné dans les États d'Amazonas (40,16 %), Anzoátegui (45,98 %), Apure (43,33 %), Aragua (51,76 %), Barinas (42,10 %), Carabobo (54,94 %), Delta Amacuro (59,95 %), Falcón (43,39 %), Guárico (47,07 %), La Guaira (50,12 %) et Lara (45,91 %).

Victoire également à Mérida (40,42 %), Miranda (48,19 %), Monagas (45,59 %), Portuguesa (45,78 %), Sucre (46,71 %), Táchira (41,03 %), Trujillo (41,48 %) et Yaracuy (45,89 %).

D'autre part, les forces de la droite ont gagné dans trois États, dont deux sont allés à la Mesa de la Unidad Democrática (MUD), Cojedes (48,52 %) et Zulia (56,90 %), et le gouvernorat de Nueva Esparta avec « Fuerza Vecinal » (42,56 %).

## PLACE AU DEBAT

*Cet article est paru dans l'excellente revue « Progressistes » ; nous remercions son rédacteur en chef, Amar Bellal, pour son autorisation de le reprendre. Pour en savoir plus ou vous abonner : <https://revue-progressistes.org/sabonner-a-progressistes/>*

### URGENCE ENVIRONNEMENTALE ET DÉMOCRATIQUE : LE DOUBLE DÉFI DE L'INDUSTRIE NUCLÉAIRE,

*Par Hélène Lepont, ingénieure.*

**Le sentiment antinucléaire actuellement bien implanté pourrait être remis en cause du fait de l'urgence climatique. La restauration de la confiance et de l'adhésion des citoyens est indispensable pour qui souhaite à la fois produire de l'énergie décarbonée et promouvoir la démocratie. Il y a urgence car les émissions de CO<sub>2</sub> dans l'atmosphère demeurent un enjeu prioritaire pour notre environnement et nos sociétés.**

### PERCEPTION DU NUCLÉAIRE ET ANXIÉTÉ CLIMATIQUE

#### **Une communication anxiogène extrêmement bien gérée**

Les prises de position hostiles à l'énergie nucléaire dans l'espace public ne datent pas d'hier, et ont démontré par le passé la capacité remarquable des organisations antinucléaires à susciter auprès d'un large pan des populations une crainte profonde et durable. La menace d'un accident nucléaire est martelée de façon récurrente, et sur un temps plus long la gestion des déchets à vie longue est mise en exergue pour susciter une crainte diffuse, échappant à l'entendement par les échelles de temps et l'invisibilité du danger. Aujourd'hui, les évolutions du climat font naître chez les citoyens des angoisses similaires : quelques faits concrets et de nature à marquer les esprits semblent préfigurer une catastrophe incroyablement plus vaste, et de ce fait difficile à envisager de façon concrète.

Pour autant, la comparaison ne peut s'appliquer totalement, car le discours antinucléaire a eu des années pour prospérer et s'épanouir, porté par des organisations fort bien structurées. Des citoyens, soumis à cette communication anxiogène de longue date, peuvent avoir peur de vivre à proximité d'un site nucléaire. Peu encore ont peur de respirer ou de manger au quotidien du fait de la pollution, réelle mais peu visible, résultant de l'activité des industries conventionnelles. L'incendie de Lubrizol, à Rouen, et l'évolution des mentalités sur l'engagement pour la préservation du climat peuvent susciter un questionnement et une ouverture plus larges ; mais, à ce stade, l'image de l'énergie nucléaire reste très fortement dégradée.

D'après une enquête IPSOS de 2017, 75% des personnes se déclarant le plus hostiles à l'électricité nucléaire croient que les centrales nucléaires contribuent « beaucoup » à l'effet de serre.

#### **Rejet de l'organisation de l'industrie nucléaire**

Les mutations sociétales qui se sont déployées ces dernières années ont de plus précipité le mouvement de rejet du nucléaire, en questionnant somme toute plus l'organisation et l'exercice de l'autorité dans le secteur nucléaire que la finalité même de l'activité. Dans la France d'aujourd'hui, on peut très légitimement s'interroger sur les modes de partage du pouvoir, la façon dont les décisions majeures se prennent : par qui ? pour qui ? Il est urgent et utile de poser ces questions dans bien des domaines.

Paradoxalement, dans le cas de la filière nucléaire, l'action de l'État et des industriels a donné lieu à des critiques déformant la réalité des rapports de pouvoir existants. Le secteur nucléaire rassemble somme toute un faible nombre d'acteurs, et les grands acteurs économiques (EDF et Framatome, Orano) ont l'État pour actionnaire majoritaire. Cette proximité de fait traduit la persistance dans la filière nucléaire d'une notion de service aux populations conforme aux grandes orientations historiques de l'État, et une forme de préservation du fait nucléaire de la libéralisation pure et simple. Or c'est l'inverse qui se produit, avec la suspicion d'un État aux ordres de l'industrie nucléaire – témoin, le traitement médiatique qui peut être fait autour de décisions de justice sur le transport de matières nucléaires, ou encore sur l'implantation du laboratoire de Bure en vue de l'enfouissement des déchets à vie longue.

Tout cela interroge assez naturellement sur l'espace d'expression que l'État a délaissé sur les sujets de programmation énergétique, et le coût en termes d'image et d'adhésion citoyenne qui en découle. Au-delà des

erements de l'État actionnaire quant à la stratégie et au pilotage de la filière, l'absence d'une communication politique résolue sur la nécessité d'une production électronucléaire en France pèse lourdement sur la perception du secteur.

En amplification de la concentration et de l'organisation de la filière, la très forte homogénéité de la population travaillant dans ce secteur – une majorité d'hommes, blancs, de formation technique avec une prédominance d'ingénieurs dans un contexte où la parole technique et scientifique est dévaluée – provoque un surcroît de défiance. L'absence de mixité dans ces entreprises ne peut, de fait, être sans effet sur leur mode de fonctionnement, indépendamment de la grande qualité des individus et de leur engagement dans l'accomplissement de leur travail. Cela creuse logiquement l'écart de représentativité de la filière nucléaire par rapport aux populations qu'elle doit servir, et peut accentuer la défiance pérenne entre grand public et industrie nucléaire.

### **Le lieu commun de l'antinucléaire et l'urgence climatique**

Aujourd'hui, être antinucléaire n'est plus questionné par une large part de la population, et également par des intellectuels dont les travaux sont par ailleurs remarquables : au détour d'un essai, d'une émission radio ou télévision, le nucléaire est désormais cité de façon totalement naturelle comme un repoussoir; c'est devenu un lieu commun. Cette prise de position n'est plus identifiée comme nécessitant une réflexion individuelle ou collective ou comme particulièrement militante ; en réalité, dans certains cas elle n'est même plus perçue comme une prise de position mais comme une évidence collective. Donc, l'un des sujets les plus complexes scientifiquement et industriellement, et l'un des enjeux les plus structurants des prochaines années en termes de préservation du climat est devenu, de façon tristement ironique, l'angle mort de la rationalité et du questionnement. Pour autant, il est encore possible d'espérer une restauration du débat public autour des enjeux de production d'énergie, qui pourrait s'accompagner d'une plus grande exigence sur les solutions à mettre en œuvre, d'autant que le changement climatique est désormais une réelle préoccupation pour beaucoup. Dans ce contexte, la production électronucléaire reste incontournable.

## **LE NUCLÉAIRE DANS LA RÉDUCTION DES ÉMISSIONS DE CO<sub>2</sub>**

### **Électrique ne signifie pas décarboné**

Les émissions de gaz à effet de serre sont un enjeu primordial pour le futur de notre environnement et de nos sociétés. Il est aujourd'hui indispensable de rechercher et de mettre en œuvre tous les moyens disponibles pour réduire les émissions de CO<sub>2</sub>, en France et à l'échelle mondiale. Et dans ce mouvement il est important de prendre en compte les modes de production d'électricité lorsque des solutions perçues comme écologiques sont proposées. Par exemple, en Allemagne, sur une autoroute, une caténaire est mise en place pour permettre aux camions de rouler en utilisant directement de l'électricité. C'est formidable ! Sauf que le mix énergétique allemand fait que cette électricité provient de la combustion de charbon ou de gaz... Certes, en déplaçant le problème il peut y avoir une meilleure performance, c'est-à-dire une pollution moindre ramenée à la tonne transportée. Mais cela reste du CO<sub>2</sub> émis dans l'atmosphère. L'électricité en soi n'est pas verte, et toute solution mobilisant une alimentation électrique pose la question du mode de production et de transport de l'énergie, et de son coût environnemental.

### **La meilleure option pour générer de l'énergie sans CO<sub>2</sub>**

La production d'énergie nucléaire est un outil essentiel pour préserver ce qui peut l'être de notre climat. Loin d'être le seul levier, c'est néanmoins un moyen éprouvé, pérenne et d'ampleur, pour réduire l'empreinte carbone de la production d'électricité. Bien sûr, à date, des solutions prometteuses sont développées et promues, par exemple les centrales solaires par focalisation. Et c'est très bien.

Encourager ces solutions n'empêche cependant pas de conserver à l'esprit deux points fondamentaux. Le premier, c'est que l'industrialisation prend du temps : un procédé ne peut être transplanté du laboratoire au territoire sans étapes intermédiaires, et c'est d'ailleurs heureux si l'on souhaite se doter de solutions sûres vis-à-vis des populations. Le second, c'est que de grandes quantités d'énergie sont nécessaires, avec une capacité de production permanente et fiabilisée ; donc il y a un besoin évident de performance dans la production électrique.

Le nucléaire est, à court et moyen terme, la seule solution permettant une production massive et continue d'électricité sans émission de gaz à effet de serre. Surtout, au vu de l'échelle de temps de ces cycles industriels, des décisions politiques et d'investissement doivent être prises dès maintenant pour permettre de garantir une production d'énergie propre dans les prochaines décennies.

## **Nécessité d'une programmation industrielle ambitieuse**

Cela suppose une vision industrielle à long terme : de nouveaux réacteurs seront nécessaires pour prendre la relève des réacteurs qui seront arrêtés. Une vision à long terme de la fermeture du cycle du combustible – et des outils industriels pour la mettre en œuvre – est à intégrer dans cette réflexion. Cela ouvre également la question impérieuse de reconsidérer le déploiement à terme de réacteurs à neutrons rapides, pour pérenniser la production d'énergie décarbonée tout en apportant des solutions concrètes et performantes à la problématique des déchets à vie longue. De ce point de vue, l'arrêt du programme ASTRID, connu des acteurs du secteur bien avant son officialisation récente, est un renoncement du politique dans sa mission la plus fondamentale : porter une vision d'avenir pour la nation.

Plus largement, les projets de refonte de l'organisation d'EDF inquiètent à double titre. En effet, le projet en lui-même pose problème car il conduirait à un affaiblissement d'EDF en scindant les activités et en stigmatisant un peu plus l'activité nucléaire ; et, surtout, modifier la structure d'entreprise ne contribue en rien à la définition d'un programme industriel d'avenir pouvant contribuer à la lutte contre le changement climatique. C'est une vision industrielle, et non pas capitaliste, qui serait pertinente.

## **QUELS LEVIERS ?**

### **Action politique**

Par son histoire, son organisation actuelle et sa finalité, l'industrie nucléaire est encore et doit rester au service des populations. Cela implique de façon évidente une prise de décision et de position par la sphère publique et politique, éclairée par les connaissances des ingénieurs et scientifiques engagés dans cette industrie. Si la compétence est clé et doit être portée par les acteurs comme le CEA, EDF, Framatome, Orano, la programmation est du ressort de l'État. Une réappropriation des responsabilités de chacun sur ce terrain est donc indispensable pour espérer replacer les décisions et, in fine, le citoyen à leur place. Cela nécessite du courage dans le sens où le travail de saine des associations antinucléaires s'est épanoui sur tant d'années qu'il est aujourd'hui difficile de porter un discours alliant une volonté démocratique à une ambition électronucléaire. Le fait de prendre position et de s'exprimer de façon claire sur ce dossier pourrait de plus contribuer à restaurer la qualité du débat public, ce qui serait, dans tous les cas, appréciable. L'enjeu est de réaffirmer la nécessité de l'énergie nucléaire en termes de développement durable et d'associer la vision citoyenne à ce programme, notamment en clarifiant l'ambition écologique du nucléaire. Dès à présent, les investissements d'avenir sont à mener en dégagant la finalité de service public (produire de l'électricité et préserver le climat) des problématiques de rentabilité financière.

### **Mutation du nucléaire : le rôle des acteurs industriels**

Mais l'investissement attendu n'est pas uniquement industriel : la production d'énergie nucléaire et la fermeture du cycle du combustible sont rendus possibles avant tout par un ensemble de compétences et d'engagements individuels et collectifs. Relancer un programme ambitieux en matière d'outils suppose et permet de remobiliser des hommes et des femmes, de concentrer et de pérenniser leurs compétences mises à risque par les récentes difficultés du secteur. La bataille pour un nucléaire performant et fiable nécessite la préservation et le redéploiement des savoirs et compétences précieux, ce qui peut se faire en portant les projets d'avenir dont nous avons de toute façon collectivement besoin.

Les acteurs industriels peuvent également jouer un rôle de communication et de diffusion de l'information : si la responsabilité politique est établie, elle n'efface pas les difficultés de l'industrie nucléaire à communiquer efficacement, soit de façon institutionnelle, soit sur le plan individuel de chacun de ses acteurs. La campagne de communication lancée par Orano représente à ce titre un premier effort intéressant. Certes, les campagnes antinucléaires ont porté leurs fruits, mais émerge une prise de conscience collective que les défis climatiques auxquels nous sommes confrontés justifient de remettre en question bien des certitudes dans nos modes de vie. Le positionnement du nucléaire dans l'équation pourrait être reconsidéré en s'intégrant à cette dynamique.

### **Responsabilité individuelle et citoyenne**

En dernier ressort, il importe de souligner le caractère collectif des défis qui se présentent à nous aujourd'hui : le lien social et la qualité du dialogue sont indissociables du déploiement de solutions techniques pour faire face au changement climatique. Prendre conscience de cela, c'est de fait s'identifier comme partie prenante de la solution et de l'avenir de notre société. Éprouvés par des années de communication antinucléaire particulièrement hostile et dogmatique, de nombreux ingénieurs évitent de prendre position ou de s'exprimer sur le sujet de l'industrie nucléaire. Chacun d'entre eux aurait pourtant une capacité de transmission et de conviction qui pourrait contribuer à mieux faire connaître un secteur auquel on reproche son opacité. Plus largement, chaque personne concernée peut à son échelle faire preuve de curiosité et d'exigence ; c'est à cette condition qu'un discours rationnel et documenté pourra se déployer, ouvrant la voie à une meilleure compréhension des enjeux nucléaires dans le contexte de la réduction des gaz à effet de serre.

# ACTUALITE SOCIALE

## PRESIDENTIELLE et MANIPULATIONS

*Par Jean-Claude Chailley*



À l'approche de la présidentielle et des législatives beaucoup se surpassent déjà.

**E Macron fait verser une prime de 100 €, issue de l'augmentation du prix des carburants, aux 38 millions qui gagnent moins de 2000 € « NET »**

### ► Prime et sobriété énergétique.

Curieusement ceux qui prônaient l'augmentation des tarifs pour imposer la sobriété énergétique se félicitent d'une prime...censée permettre de pouvoir rouler comme avant !

Pourtant personne ne peut penser qu'une augmentation du tarif de l'énergie pénalisera M Arnault ou Mme Bettencourt. Ce sont forcément les couches populaires qui seront impactées.

### ► La prime Macron n'est pas une prime, mais c'est une nouvelle agression contre les salaires, contre la Sécu

#### 1/ La notion de salaire « NET »

E Macron ne connaît que le « net », comme V Pécresse, X Bertrand et autres LR ou M Le Pen ou Zemmour qui veulent augmenter le « net » par suppression de cotisations sociales...

V Pécresse veut augmenter le « net de 10 % ». X Bertrand veut « une prime au travail » « qui ne coutera rien aux entreprises » car il y a « beaucoup trop de charges ».

Ce ne sont pas des augmentations car les cotisations seront remplacées par un mix de CSG, TVA, taxes, augmentation des complémentaires santé, des restes à charge, des renoncements aux soins, l'instauration de fonds de pension.

### ► En outre comme la cotisation est partie du salaire c'est un moyen d'éviter des augmentations de salaires en affichant qu'on les augmente, par confusion du « net » et du « brut ».

**Donc leur augmentation est en réalité une baisse des salaires !**

#### 2/ Ce sont les entreprises qui verseront « l'indemnité » Macron aux salarié-e-s, mais ce ne sont pas elles qui la paieront !

Elles verseront la « prime » et se rembourseront immédiatement sur les cotisations sociales

Comme par hasard cette prime sera versée par les entreprises au moment des NAO, Négociations Annuelles Obligatoires des salaires – de façon à donner l'impression que c'est une prime sur les salaires, alors que ce n'est pas le cas

D'ailleurs pour les indépendants c'est l'URSSAF qui versera la « prime »

#### 3/ C'est l'augmentation des salaires qui devrait compenser l'inflation, inflation qui dépasse largement le versement de 100 € une fois.

De toute évidence dans leurs propositions salariales beaucoup d'entreprises n'ont pas l'air de s'être aperçues qu'il y a hausse des prix, et pas seulement de l'essence. La fausse prime les aide à résister aux augmentations de salaire. Rappelons qu'il y avait indexation des salaires sur les prix jusqu'en 1982. De 1982 à 1988 les salaires ont baissé de 9 points, jamais rattrapés. Augmenter les salaires ou les retraites moins que l'inflation c'est une baisse.

#### 4/ Les entreprises se rembourseront sur les cotisations sociales.

Cette « prime » coutera 3,8 milliards. Ces 3,8 milliards vont augmenter le « trou » de la Sécu, puisqu'il n'y a plus d'obligation de compenser la perte à la Sécu. Pour les Roux de Bézieux, Macron, Castex et autres LR, UDI, FN,... ça « justifiera » une nouvelle réforme des retraites, une réforme « systémique » de destruction de la Sécurité sociale déjà prévue.

La manipulation est bouclée...et après ils s'étonnent de l'abstention



# COUP DE GUEULE

## Le point sur la fiche de paie

Par Laurent Brun



Certains camarades partagent, sur Facebook, un texte de patron qui se plaint que le salaire qu'il « donne » à son salarié soit bouffé par l'État. Au-delà des chiffres bidons, l'argumentaire vise à attaquer le « poids des charges », comme si c'était la raison de la faiblesse des salaires.

Il me paraît donc nécessaire de replacer quelques éléments et des chiffres réels.

Prenons l'exemple d'un salarié qui gagne 1 500€ nets par mois, soit 18 000€ par an.

**1) pour un salaire de 1 500€ net, il y aura 423€ de cotisations sociales dites « salariales », ce qui donne un brut de 1 923€, et 361€ de cotisations dites « patronales » soit un salaire total de 2 284€.** Sources : calculateur urssaf.

Arrêtons-nous déjà 5 minutes là-dessus :

Au total, les cotisations représentent 784€ soit 34% du salaire total.

Déjà elles devraient représenter plus, mais le patronat bénéficie de 331€ d'exonérations. Le salaire total devrait être 2 615€, dont 1115€ de cotisations.

Ensuite ces cotisations ne sont pas un impôt, elles ne sont pas prélevées par l'Etat mais par l'URSSAF.

Elles constituent un salaire socialisé car elles financent des prestations dont nous bénéficions à différents moments de notre vie pour nous protéger : sur les 1 115€ théoriques, 530€ sont consacrés aux retraites, 160€ à la maladie, 80€ au chômage, 70€ à la famille et au logement, 43€ aux accidents de travail et maladie pro, 23€ à la formation... et 185€ de csg/crds.

Donc les exonérations amputent les budgets dans ces différents domaines. Or lorsqu'il y a des pensions plus faibles on se retrouve à devoir prendre une assurance, lorsque les médicaments sont moins remboursés on les achète plus cher, lorsqu'il y a moins d'aide au logement nos loyers pèsent plus lourd, etc... autrement dit, à chaque fois que le salaire socialisé diminue, cela génère des dépenses supplémentaires pour les salariés qui doivent être assumées par le salaire direct.

**Les exonérations de cotisations sociales sont donc bien une baisse de salaire.**

**2) Sur les 1500€ de salaire net, les impôts et taxes vont représenter : 33€ pour l'impôt sur le revenu ; et environ 113€ de TVA (selon ce qu'on consomme, le taux de tva est de 2,1 ; 5,5 ; 10 ou 20%... pour un célibataire dans cette tranche de revenu une étude de la EDHEC business school évalue le taux moyen de TVA à 8%). L'Etat prélève aussi d'autres taxes (essence, cigarette, etc...).**

On peut donc considérer que 10% des 1500€ de revenu net va financer l'Etat, donc l'école et la recherche publique, la justice, la police, l'armée, les institutions culturelles et sportives, certaines infrastructures publiques, la diplomatie, l'administration publique, une partie des ressources des collectivités locales, les cadeaux fiscaux aux entreprises, etc... il y a évidemment des dépenses à revoir dans le budget de l'Etat, mais considérer que les 10% versés sont du vol et ne serviraient à rien est malhonnête. D'ailleurs les patrons en bénéficient largement puisque la productivité du travail (les français sont parmi les salariés les plus productifs du monde) est liée à une haute qualification du personnel, de bons réseaux de transport, un système administratif efficace, etc...

**3) Enfin, le patron ne « donne » pas 2284€ à son salarié par mois. Il le « paye » pour un travail dont le produit est vendu et rapporte un chiffre d'affaires (CA).**

Par exemple, en 2014, l'INSEE avait calculé le CA par salarié des entreprises du CAC40. Cela allait de 77 000€/salariés par an à CapGemini jusqu'à 1 918 000€ pour Total, en passant par 411 000€ pour Airbus, 304 000€ pour Air Liquide, 247 000€ pour Orange ou encore 237 000€ pour Lafarge. Cela montre la quantité de richesses qu'un salarié génère par son travail.

Dans une entreprise moyenne on peut considérer que le chiffre d'affaire est découpé en 3 : les achats et les salaires (nécessaires à la production) et la marge. Le taux de marge moyen en France est de 32,7%. Donc en faisant des approximations sans trop prendre de risque, on peut dire que quand le patron verse 2284€ de salaire, il génère 6800€ de CA et 2200€ de marge.

Cette marge est répartie ensuite entre investissement, remboursement des banques, impôts sur les résultats et rémunération aux propriétaires (par exemple dividende aux actionnaires dans le cas d'une société par actions).

**Lorsque le patron rémunère le salarié 2284€, il est probable que le « coût du capital » représente 1000 à 1500€.**

**4) Les petites entreprises sont souvent montrées en exemple par la bourgeoisie pour expliquer que les marges sont faibles et donc que le coup du travail est trop important.**

**Mais c'est le résultat d'un système dans lequel ces entreprises sous-traitent pour des plus grosses.** Par ce système de sous-traitance, les grands groupes cantonnent la majorité des coûts de production dans les petites entreprises, font pression sur les prix de ces productions, mais vendent le produit final au prix maximal et peuvent ainsi s'accaparer la plus grande partie de la plus-value.

Au nom de la faiblesse des marges, les entreprises obtiennent des exonérations de cotisations sociales.

**Et pour échapper à l'impôt sur les plus-values qu'ils captent, les grands groupes utilisent les paradis fiscaux.**

#### **Conclusion :**

**1) Non le salaire directement « dépensable » par le salarié n'est pas de 39€ lorsque le patron verse 150€. Il est plutôt de 88,5€.** En plus, ce calcul n'a pas beaucoup de sens parce que le salarié récupère peut-être des allocations familiales ou autres prestations sociales qui vont augmenter sa capacité de dépenses...

**2) Dans l'écrasante majorité des cas, ces prélèvements sociaux ou fiscaux servent le salarié.** Donc les supprimer ne représenterait pas une économie pour le salarié, qui y perdrait en plus le caractère solidaire (de chacun selon ses moyens, à chacun selon ses besoins... les gros salaires payent plus, ils n'ont pour autant pas besoin de plus de médicaments pour soigner une grippe... d'où un système juste et efficace).

**3) Le salaire est payé parce qu'il génère un chiffre d'affaires bien plus important.** Pour qu'il « reste plus » aux salariés pour sa consommation directe, il suffit d'augmenter les salaires. Cela augmenterait aussi les cotisations sociales.

**Pour une hausse de 10% des 1500€ de salaire net, il faut accroître le salaire total de 228€. Au regard du chiffre d'affaires et du coût du capital, cela paraît tout à fait possible.**

## **VOUS AUSSI, ADHÉREZ À RÉSISTANCE SOCIALE !**

Le bulletin Résistance Sociale est une publication de Résistance Sociale, association loi 1901 :  
Siège social :  
121 avenue Ledru Rollin 75011 PARIS  
Tel : 06 33 82 05 15  
**Site Internet :** [www.resistancesociale.fr](http://www.resistancesociale.fr)  
Courriel :  
[webmaster@resistancesociale.fr](mailto:webmaster@resistancesociale.fr)  
Présidente de RESO et directrice de la publication :  
**Marinette BACHE**

NOM ..... PRENOM : .....

ADRESSE : .....

TEL : ..... Portable : .....

E-mail : .....

J'adhère à RÉSO et je verse 10 euros

Je m'abonne au bulletin « Résistance Sociale » et je verse 5 euros

**À retourner à :** RÉSO 121 avenue Ledru Rollin 75011 PARIS

(chèque à l'ordre de Résistance Sociale)